

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article339>

Le FSB voit dans Internet une menace pour le pouvoir russe

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : vendredi 29 avril 2005

Spyworld Actu

MOSCOU, 29 avril - RIA Novosti. Les analystes du Service fédéral de sécurité (FSB) de Russie viennent d'admettre pour la première fois qu'Internet présente un danger pour le pouvoir russe. Se référant aux exemples de l'Ukraine et de la Géorgie, le FSB a demandé à ce que les utilisateurs et les providers d'Internet soient d'urgence placés sous contrôle, annoncent Biznes et Gazeta.ru.

Au cours d'une table ronde tenue jeudi au Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement) et consacrée aux aspects juridiques de l'utilisation des communications et de la technologie Internet, Dmitri Frolov, du centre de sécurité informationnelle du FSB, a proposé de durcir le contrôle technique de la zone russe du réseau électronique global, une idée qui est débattue depuis longtemps par les autorités russes.

Tous les providers doivent être légalement contraints de contrôler l'activité des utilisateurs, a déclaré Dmitri Frolov. Pour celui-ci, dans l'avenir les providers devront enregistrer les adresses IP statiques et dynamiques de leurs abonnés et fournir ces informations aux services de renseignement. Il juge également indispensable d'enregistrer les propriétaires de téléphones mobiles étant donné qu'ils peuvent se connecter sur Internet.

Pour expliquer sa position, le représentant du FSB s'est sans cesse référé à l'abondance des réseaux de ressources extrémistes et des sites d'obédiences politiques diverses, qui peuvent utiliser Internet pour mobiliser des forces politiques contre les autorités officielles. Et de citer en exemple les événements en Yougoslavie, en Géorgie et en Ukraine.

En dépit de cette menace, les acteurs du marché et les responsables du ministère russe des Communications et des Technologies de l'information se montrent sceptiques quant aux propositions musclées de Dmitri Frolov. Nous estimons qu'Internet ne doit pas être contrôlé, a déclaré le porte-parole de ce ministère, Alexandre Parchoukov. La responsabilité des providers est suffisamment cernée par la législation concernant les grands moyens d'information, estime-t-il.

En réalité chaque provider coopère depuis longtemps avec les services de renseignement, dit le vice-président de la compagnie Korbina Telekom, Alexandre Malis. Tout contrôle supplémentaire est superflu ici, d'autant plus qu'il est physiquement impossible de fixer les expéditeurs de courrier électronique.